

Appel à solidarité de l'assemblée générale des personnels du LPO de Kahani

« **Kahani : le pire lycée de France** »

« *La mort est bien le bout, non pourtant le but de la vie* ». Cette maxime de Michel de Montaigne, qui semble tomber sous le coup de l'évidence, résonne aujourd'hui de manière paradoxale dans nos esprits. Nous en sommes à nous demander, **si nous, personnels du lycée de Kahani, et nos élèves, ne sommes pas envoyés au bucher, par inconscience ou par incompétence de nos autorités.**

Nous n'avons cessé d'alerter le Rectorat sur la situation dramatique que notre établissement subi depuis 2017. Elle n'a fait qu'empirer, et ce de manière exponentielle, **depuis la rentrée 2020**. Sur cette période, ce ne sont pas moins de **13 caillassages recensés, dont 6 depuis la septembre 2021.**

Les faits sont là : ils sont terrifiants !

Les violences observées ont atteint une intensité effroyable. Désormais ce ne sont plus seulement des **pierres** mais des **tiges en métal** qui atterissent dans la cour. Les blessures à **l'arme blanche** et les règlements de compte se font dans et aux abords du lycée, entraînant des mouvements de foule et des crises de panique à répétition.

Les deux derniers évènements en date ont particulièrement traumatisé l'ensemble de la communauté éducative, personnels comme élèves :

- **Mercredi 10 novembre**, après qu'un premier caillassage eut lieu le matin vers 7h, le camion de gendarmes posté devant le lycée a quitté le hub autour de 10h30, alors même que la pause méridienne constitue le moment le plus exposé aux violences. A 11h15, un groupe de 7 voyous en combinaison et avec des chombo a assailli le lycée. Il s'en est pris aux élèves puis aux 4 gendarmes restés sur place. Dépassés – l'un d'entre eux est tombé net après avoir reçu une pierre sur le casque sous les hourras de la foule – ils ont dû être mis à l'abri dans l'enceinte du lycée sous les yeux de tous. Les renforts, arrivés vers 12h, ont passé l'après-midi à pacifier la zone à grands renforts de grenades.

- **Lundi 15 novembre**, le chaos a envahi l'établissement, transformé en champ de bataille. Dès 6h30 des bandes ont commencé à se battre sur le hub. Un élève fut blessé par un coup de couteau. Puis une fois dispersées par les gendarmes, elles se sont organisées autour et à l'intérieur de l'enceinte. Nous avons tenté, tant bien que mal, de confiner les élèves, les rassurer, et de calmer les plus agressifs au risque de notre intégrité physique. Nous avons vu, dans l'enceinte du lycée, 3 heures durant, pendant que les grenades explosaient et que les gaz envahissaient l'espace, des chombo, des fers à béton, des regards et des parpaings brisés pour en faire des projectiles, des filles couvrir la tête de garçons de leur kishali pour les cacher, des brassards fabriqués avec des bouts de tissus pour que les bandes se reconnaissent, et surtout les gendarmes se faire caillasser dans le lycée et répliquer par un tir tendu de grenade lacrymogène.

Pour la journée du **lundi**, ce sont **200 grenades** qui auraient été tirées par la gendarmerie. Ajoutées à la semaine précédente, le volume atteindrait les 600. Les **blessés** sont pour la plupart des **élèves** et il est difficile d'en faire le recensement. Du côté du personnel, les blessures sont avant tout psychologiques et les dommages matériels (une voiture endommagée et un scooter volé). Entre ces deux journées, celle du vendredi 12 aurait également pu dégénérer. De fortes **rumours** d'affrontements couraient, un tas de pierres a été retrouvé dans le lycée, une bagarre a éclaté dès 7h devant l'entrée de l'administration (un élève fut à nouveau blessé). L'établissement s'est vidé en un temps record, beaucoup d'élèves préférant le quitter pour éviter le danger annoncé. A ce jour, **plus d'un quart des heures n'ont pas été assurées**. En période « normale », dans certaines classes, le **taux d'absentéisme avoisine les 30 %**. **Aujourd'hui, le lycée de Kahani est une catastrophe pédagogique, une honte pour la République.**

Une communauté choquée, un sentiment d'abandon généralisé

Nous nous sommes longtemps interrogés sur **la raison pour laquelle le préfet n'avait pas choisi la fermeture administrative** pour le vendredi 12 suite aux événements du mercredi 10. Après ceux du lundi 15, il a finalement pris cette décision pour le mardi 16 et le mercredi 17. Jeudi, la reprise en jauge réduite n'a été sauvée que grâce au blocage du lycée par les mères de Kahani et Chiconi. Sans elles, de nouvelles bagarres auraient eu lieu, l'escadron de gendarmerie nous ayant confirmé ce que certains collègues avaient observé : un groupe de jeunes se dirigeait vers le lycée armé de chombos.

A l'heure où nous diffusons ce message, **la fatigue, la peur, l'angoisse, et la colère** ont gagné l'ensemble des personnels. Ces symptômes de stress post-traumatique ont causé de **nombreux arrêts maladie**, tous services confondus. Depuis lundi 15 novembre, plus de **80 droits de retrait** ont été déposés. Il s'agit de notre deuxième dépôt massif depuis septembre, du troisième depuis janvier. A chaque fois, nous avons proposé des solutions à notre hiérarchie et l'avons suppliée de prendre des mesures pour mettre fin à cette violence. Or, **absolument rien n'a été fait jusqu'à présent**. Le sentiment d'abandon est d'autant plus fort lorsque l'on constate que le Recteur n'a plus osé mettre un orteil au lycée depuis avril dernier, que le Secrétaire général n'a jamais osé montré le bout de son nez, et qu'alors que nous sommes tous traumatisés, nos huiles préfèrent se pavaner aux côtés de la Ministre de l'Enseignement supérieur à quelques kilomètres de nous, au lycée de Tsararano.

Cette indifférence n'est qu'un aveu d'impuissance ; la **jauge réduite jusqu'aux vacances de Noël, un constat d'échec cuisant**. La politique de la palabre, des déclarations d'intention, les fausses ambitions sans moyens, ne dupent plus personne. Ainsi, lorsque le Recteur déclare dans Mayotte hebdo « *lorsque les jeunes reprendront les cours jeudi, des professeurs et des professionnels habilités réaliseront un travail avec eux. Ainsi, ceux qui ont été choqués auront un espace de discussion et ces temps d'échanges permettront de rappeler les règles du vivre ensemble et les valeurs de la République* »¹, non seulement il ment – aucune consigne en ce sens n'a été passée – mais en plus il admet ouvertement son incapacité à assurer notre sécurité et celle des élèves. Jusqu'à preuve du contraire les valeurs de la République n'ont jamais été capables d'arrêter les pierres de voler. Au demeurant, et c'est sûrement le plus dur à encaisser, **il nous charge, nous victimes, de rétablir l'ordre dans le lycée**, comme si nous étions responsables des dégâts causés par sa propre politique.

¹ <https://www.mayottehebdo.com/actualite/insecurite/lycee-kahani-champ-bataille/>

Appel à l'aide et à la solidarité

Ce message est long mais il se devait d'être clair. Nous avons conscience qu'il est difficile pour des personnes n'ayant pas vécu de telles situations de se rendre compte de ce qu'elles représentent dans les têtes et de ce qu'elles causent dans les cœurs. **La perte de sens dans nos missions s'accroît** à mesure que nous recevons des messages nous convoquant pour des réunions devenues inutiles, nous intimant l'ordre de remplir les bulletins et d'y adjoindre des notes quoi qu'il arrive, nous invitant à rendre compte des événements pour tenter de poursuivre les auteurs de troubles. Plus grave, **la perte de foi dans notre profession** se fait sentir lorsque, pendant les formations, nous entendons les remarques, les boutades, qui nous transpercent sous-entendant parfois que nous serions « en vacances en permanence ». Pourtant, nous essayons malgré tout, malgré les traumatismes, de maintenir un lien avec nos élèves par e-mail, par néo, par pronote, et par toutes ces plateformes dont nous connaissons malheureusement la très faible efficacité sur ce territoire.

Cet appel a non seulement pour but de rendre compte de la situation **mais aussi d'alerter tous les collègues de l'île sur ce qui pourrait arriver dans leur établissement**. Si le rectorat, et bien sûr, au-dessus de lui, le ministère, est capable de laisser pourrir une telle situation à Kahani, il se pourrait qu'il en fasse de même pour vous. Des informations qui nous parviennent, nous croyons que tout Mayotte en prend le chemin. Ainsi, **Kahani serait le laboratoire d'expérimentation de ce que la République française peut faire de pire en matière de scolarisation** dans le second degré. Si nous laissons faire ici, qu'advient-il des autres établissements demain ?

C'est la raison qui nous pousse à lancer cet appel à solidarité de tous les personnels de l'éducation nationale pour qu'enfin le ministère prenne la mesure de la catastrophe annoncée. Nous vous invitons à témoigner votre solidarité en **diffusant, par tous les moyens, les informations sur ce qu'il se passe dans vos établissements**, à Mayotte en général, et à Kahani en particulier. Il vous est possible d'agir en interne par le biais d'heures d'information syndicale et par la diffusion des rapports d'incident, et en externe en contactant la presse ou en utilisant les réseaux sociaux. Nous vous appelons aussi à vous organiser, à recenser tous les actes de violences, à nous contacter, sans hésiter, si vous avez besoin d'aide ou de conseils, ou pour nous soutenir, car nous avons besoin de vous.

Si les valeurs de la République ont un sens, il convient de le hurler aux oreilles de nos autorités : elles doivent évidemment et avant tout s'exprimer dans l'Education nationale, au sein de ses personnels, pour que, **plus jamais, n'apparaissent de lycées comme celui de Kahani**. Parce que nous nous inscrivons dans ces valeurs, **nous, personnels du lycée de Kahani, réaffirmons haut et fort notre rejet de toute forme de racisme, de xénophobie et de discriminations dans notre combat contre les violences. Toutes les tentatives de récupération qui entreraient en contradiction avec ce principe seront immédiatement désapprouvées.**

Les personnels du lycée de Kahani réunis en Assemblée générale vous remercient de toute leur âme et vous saluent de tous leurs cœurs !